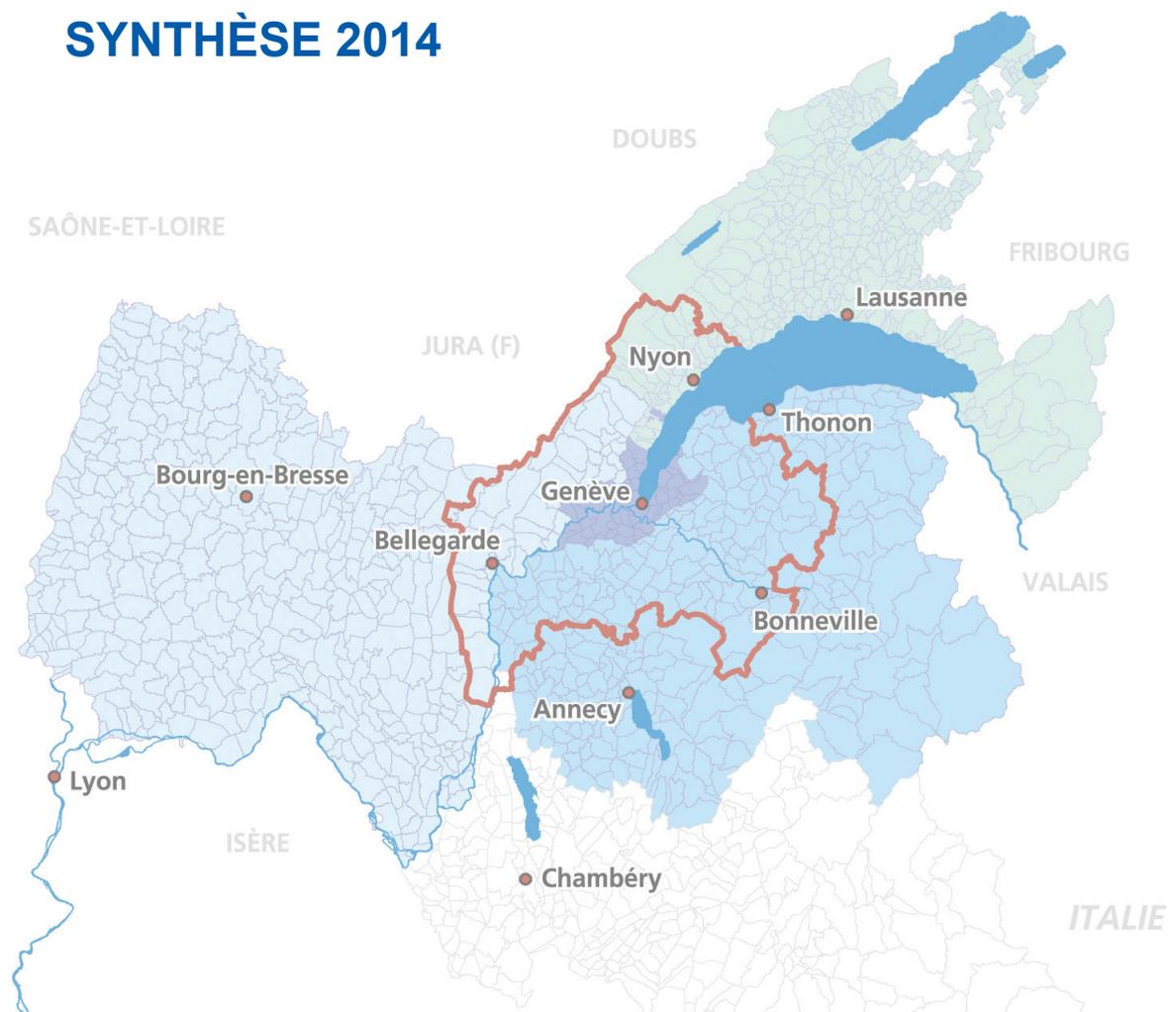




OBSERVATOIRE STATISTIQUE TRANSFRONTALIER

SYNTHÈSE 2014



Ain - Haute-Savoie – Genève - Vaud

OBSERVATOIRE STATISTIQUE TRANSFRONTALIER

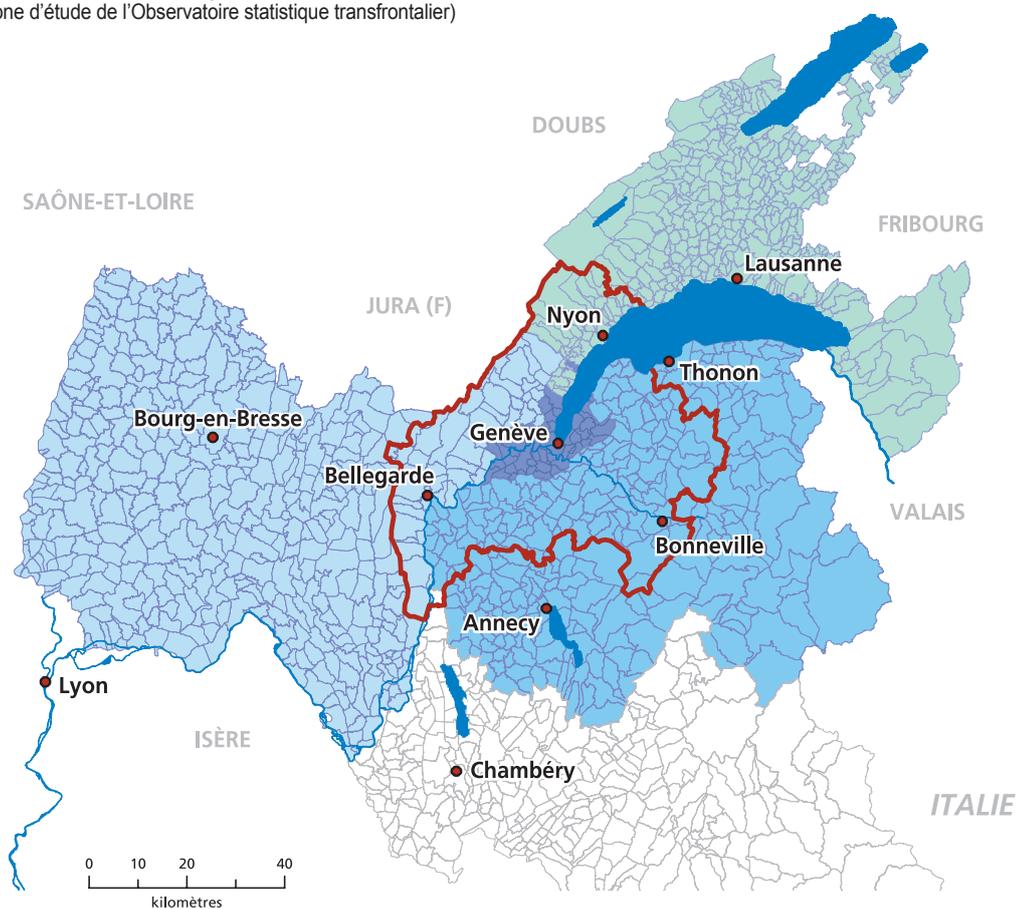
SOMMAIRE

Avant-propos	5
Territoires observés	6
1. Population	8
Démographie	8
Conditions de vie	10
2. Marché du travail	11
Emploi	11
Frontaliers et navetteurs	12
Chômage	14
Entreprises et établissements	16
3. Logement	17
4. Chiffres clés	20
Liste et sources des graphiques et des cartes	21

Chiffres arrêtés au 31 août 2014

Territoire franco-valdo-genevois

-  Canton de Genève
-  Canton de Vaud
-  Département de l'Ain
-  Département de la Haute-Savoie
-  Espace transfrontalier genevois
(zone d'étude de l'Observatoire statistique transfrontalier)



AVANT-PROPOS

L'attraction qu'exerce le Territoire franco-valdo-genevois ne se dément pas : la population continue d'y croître à un rythme soutenu (232 000 habitants supplémentaires entre 2006 et 2013) et atteint ainsi 2 586 600 habitants au 1^{er} janvier 2013.

Corollaire de ce dynamisme démographique, le nombre de logements commencés dans le Genevois français reste élevé en 2012, tant en comparaison nationale qu'en comparaison avec le canton de Genève et le district de Nyon.

On note toutefois que les ventes de logements neufs dans le Genevois français sont en baisse en 2013, en raison d'un net repli des ventes dans la partie Ain. L'allongement du délai de vente n'a cependant pas encore d'effet sur les prix de vente au m², qui enregistrent une légère progression en 2013. En revanche, en 2012, dans le canton de Genève, le prix médian au m² des appartements recule de 7 % par rapport à 2011, tandis que le prix médian des maisons individuelles reste stable.

Sur le front de l'emploi, la situation est contrastée côté français : alors que le département de l'Ain enregistre une légère baisse du nombre d'emplois en 2012, le département de la Haute-Savoie retrouve, et même dépasse, son niveau d'avant la crise de 2008. Côté suisse, la progression de l'emploi se poursuit en 2012, et aussi en 2013.

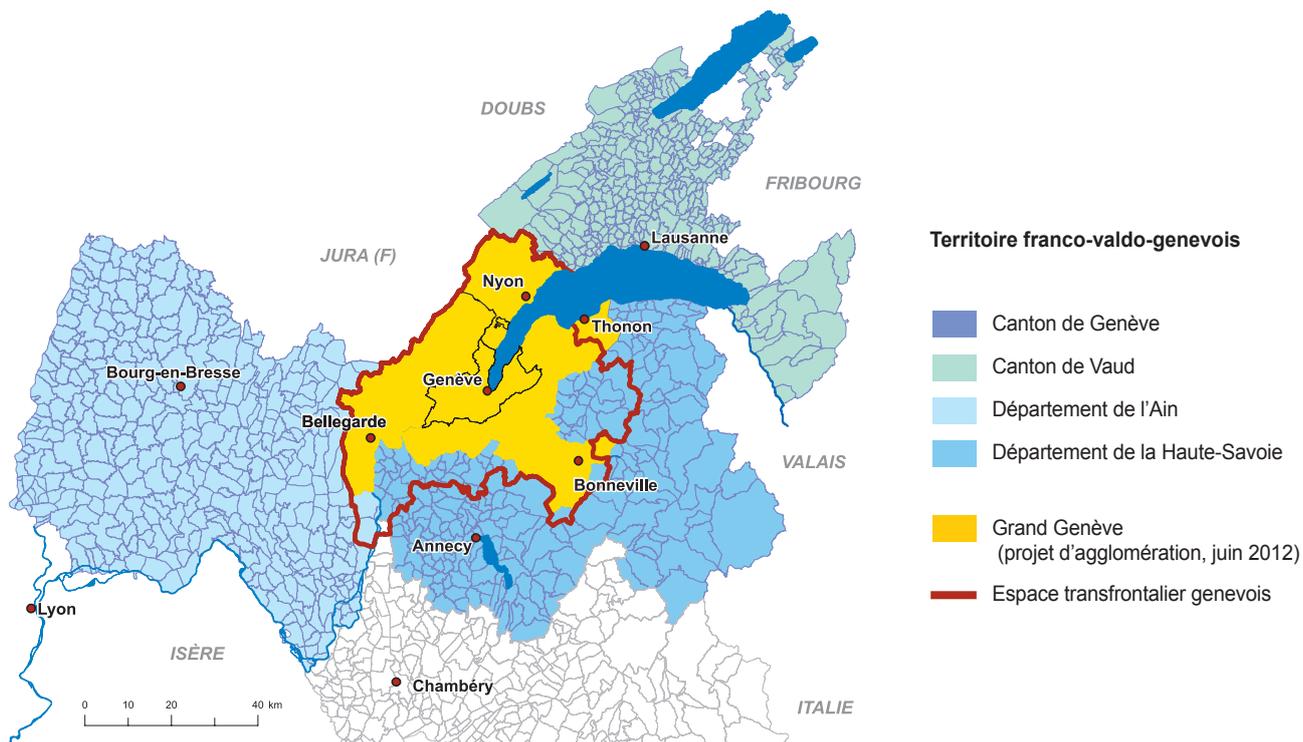
A l'échelon de la zone d'emploi du Genevois français, les derniers chiffres disponibles indiquent, pour la deuxième année consécutive, une forte progression de l'emploi en 2011, portée essentiellement par le secteur tertiaire marchand. Le taux de chômage en 2013 reste stable par rapport à l'année précédente, mais toujours nettement supérieur à son niveau d'avant la crise.

TERRITOIRES OBSERVÉS

L'Observatoire statistique transfrontalier (OST) s'attache à décrire la région transfrontalière selon deux périmètres. Le plus restreint, l'Espace transfrontalier genevois, inclut, côté Suisse, le canton de Genève et le district de Nyon et, côté France, la zone d'emploi du Genevois français. Il s'insère dans un ensemble institutionnel de référence, constitué des cantons de Genève et de Vaud et des départements de l'Ain et de la Haute-Savoie, nommé le « Territoire franco-valdo-genevois ».

La zone d'emploi est un espace géographique à l'intérieur duquel la plupart des actifs résident et travaillent. Les déplacements domicile-travail appréhendés de commune à commune constituent la donnée de base pour la détermination de ce zonage. Pour le Genevois français, les flux vers la Suisse ont été pris en compte. Ce découpage du territoire est particulièrement adapté aux études locales sur l'emploi et le tissu productif, et constitue un espace de référence pour la statistique publique.

Espace transfrontalier genevois et Grand Genève

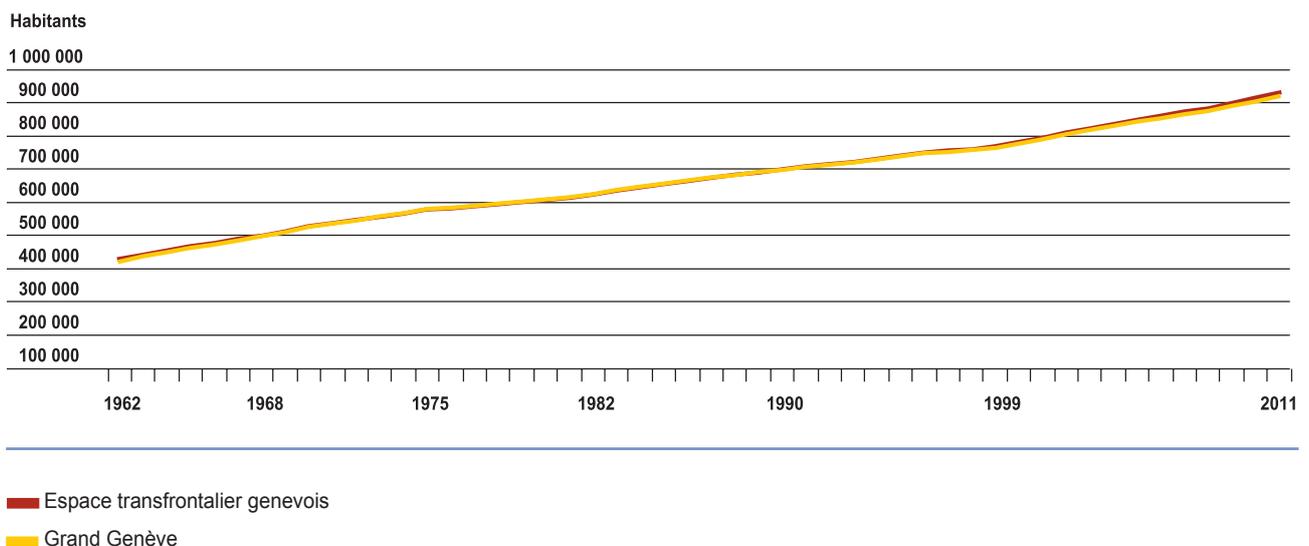


Source : OST, Grand Genève

Depuis 2012, le Projet d'agglomération franco-valdo-genevois se nomme désormais Grand Genève. Les communes incluses dans le Grand Genève se trouvent toutes dans le Territoire franco-valdo-genevois défini par l'OST. L'Espace transfrontalier genevois contient quant à lui la quasi-totalité des communes du Grand Genève, à l'exception de sept communes se

situant autour de la ville de Thonon-les-Bains (Allinges, Anthy-sur-Léman, Armoy, Lyaud, Margencel, Orcier, Thonon-les-Bains) et d'une commune de la Vallée de l'Arve (Marignier). Les chiffres spécifiques au périmètre du Grand Genève sont présentés systématiquement, en fonction de leur disponibilité.

G 01 - Evolution de la population dans l'Espace transfrontalier genevois et le Grand Genève, depuis 1962



POPULATION

Démographie

Depuis 2006, l'évolution de la population est particulièrement dynamique dans le Territoire franco-valdo-genevois.

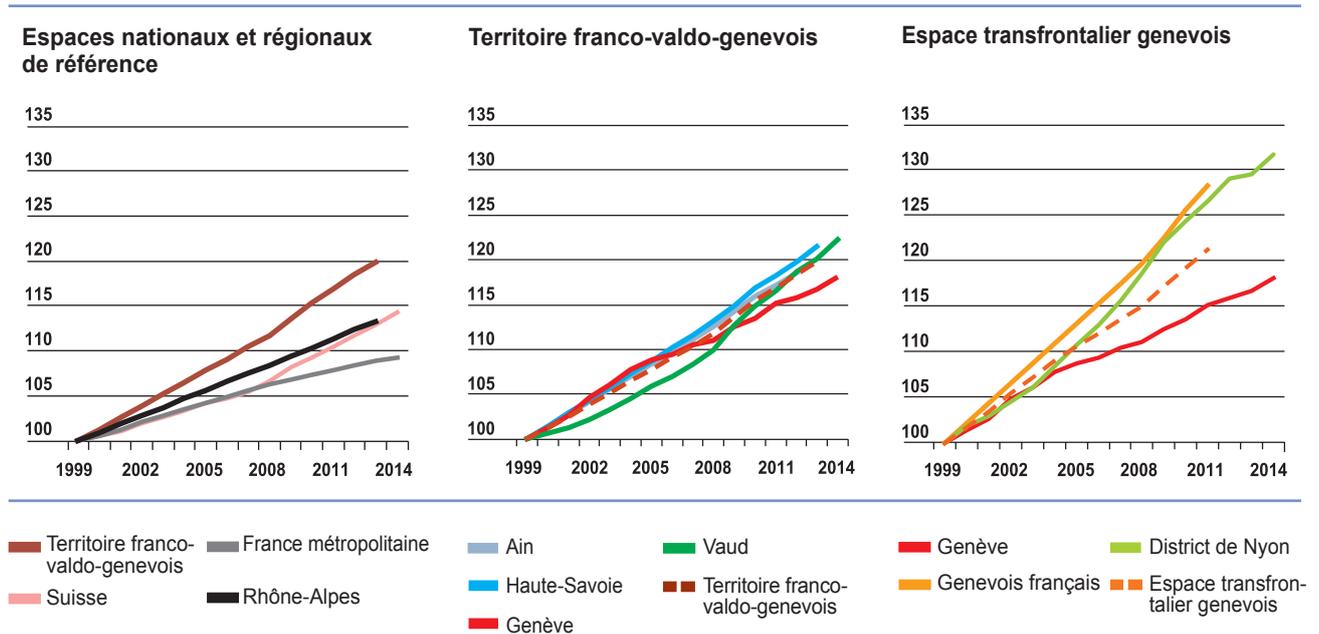
Au 1^{er} janvier 2013, le Territoire franco-valdo-genevois, formé des cantons de Genève et de Vaud ainsi que des départements de l'Ain et de la Haute-Savoie, compte 2 586 600 habitants. La croissance de sa population est soutenue : depuis 2006, le nombre d'habitants a augmenté de 1,4 % par an, soit 232 000 habitants supplémentaires en sept ans. Cette progression est plus soutenue que celles mesurées à l'échelon de la région Rhône-Alpes (+ 0,9 %), de la France métropolitaine (+ 0,5 %) et de la Suisse (+ 1,1 %).

Les quatre parties du Territoire franco-valdo-genevois participent à son essor démographique. De 2006 à 2013, le canton de Vaud a la crois-

sance démographique la plus dynamique du Territoire : en moyenne, sa population croît de 1,7 % par an. Les départements de l'Ain et de la Haute-Savoie connaissent également une croissance soutenue (respectivement + 1,3 % et + 1,4 %), qui les placent parmi les départements les plus dynamiques de France du point de vue démographique. Le rythme du canton de Genève est légèrement en retrait des trois autres territoires, avec une croissance annuelle de la population de 0,9 %.

Le département de la Haute-Savoie reste le territoire le plus peuplé (767 500 habitants), suivi par le canton de Vaud (730 000 habitants), l'Ain (618 600 habitants) et le canton de Genève (470 500 habitants).

G 02 - Evolution de la population (janvier 1999 = 100)



Le district de Nyon affiche la croissance démographique la plus forte.

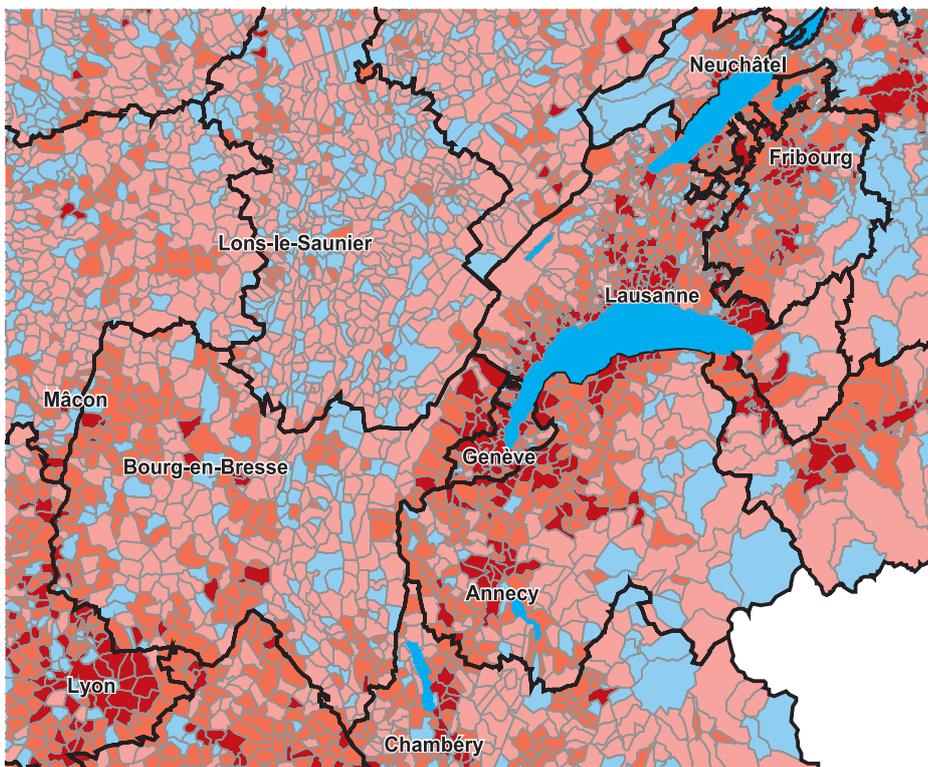
Au 1^{er} janvier 2011, l'Espace transfrontalier genevois, composé de la zone d'emploi du Genevois français, du canton de Genève et du district de Nyon, compte 930 200 habitants. Entre 2006 et 2011, l'augmentation annuelle moyenne de la population est de 1,6 %, un rythme similaire à celui de la période 1999-2006. La dynamique démographique est identique dans le périmètre du Grand Genève, qui compte, début 2011, 919 700 habitants.

Entre 2006 et 2011, le taux de croissance annuel de la population est particulièrement élevé pour le district de Nyon (en moyenne, + 2,3 % par an), une progression plus importante que celle enregistrée entre 1999 et 2006 (+ 1,8% par an). La croissance démographique du Genevois français

est aussi très dynamique (+ 2,2 % par an), mais elle est comparable à celle de la période précédente (1999-2006 : + 2,1 % par an). En revanche, dans le canton de Genève, l'essor démographique est plus mesuré entre 2006 et 2011 (+ 1,0 % contre + 1,3 %).

La densité de l'Espace transfrontalier s'accroît entre 2006 et 2011, passant de 321 à 349 habitants au kilomètre carré. La densité du canton de Genève, qui est déjà la plus élevée de l'Espace (1 642 habitants au km²), est aussi celle qui augmente le plus en 5 ans (+ 81 habitants au km²). La zone d'emploi du Genevois français est, en moyenne, la partie la moins dense de l'Espace transfrontalier, même si l'on observe de fortes augmentations de densité dans les communes proches de la frontière suisse.

C 01 - Variation annuelle moyenne de la densité de la population, entre 2006 et 2011



Variation du nombre d'habitants au kilomètre carré par commune

- 5 ou plus
- de 1 à moins de 5
- de 0 à moins de 1
- moins de 0

Les migrations résidentielles du canton de Genève vers sa périphérie ralentissent.

En 2013, le nombre d'ex-résidents genevois qui se sont installés dans la périphérie du canton (district de Nyon et Genevois français) faiblit légèrement par rapport à 2012, passant de 4 000 à 3 500. Le district de Nyon en a accueilli 1 500, et le Genevois français, 2 000. Ces résultats restent partiels, tous les émigrés ne déclarant pas le lieu de leur destination.

Conditions de vie

Le nombre d'allocataires d'aide sociale progresse de part et d'autre de la frontière.

En 2012, le nombre d'allocataires du RSA socle (champ comparable à celui de l'ex-RMI) progresse de nouveau dans le Genevois français (+ 6 %) et atteint 2 578 personnes. A noter qu'une augmentation est également enregistrée dans les zones d'emploi voisines.

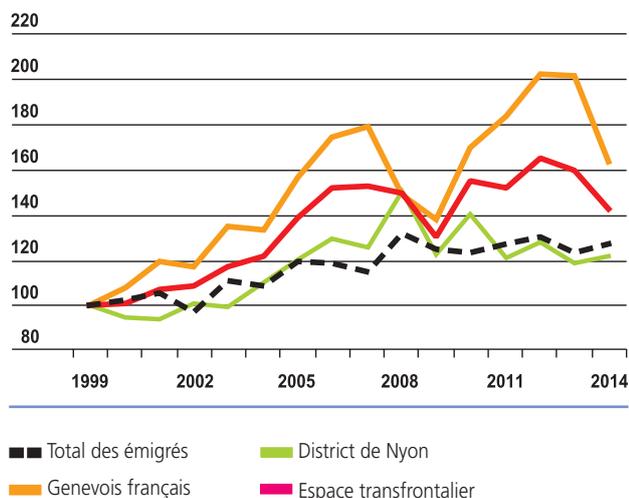
Dans le canton de Genève, le taux d'aide sociale au sens large augmente légèrement entre 2011 et

2012, passant de 12,8 % à 13,1 %. Le nombre de bénéficiaires croît de 2,9 % en un an, et se fixe à 60 100. Le taux d'aide sociale au sens large, calculé par l'Office fédéral de la statistique, porte sur la part des habitants du canton de Genève qui ont bénéficié d'au moins une des prestations sociales sous condition de ressources suivantes : allocation de logement, prestations complémentaires cantonales à l'AVS et l'AI (assurance-vieillesse, survivants et assurance-invalidité), revenu minimum cantonal d'aide sociale (RMCAS), avance de pensions alimentaires et aide sociale au sens strict (octroyée par l'Hospice général).

AVS : L'assurance-vieillesse et survivants est le principal pilier de la prévoyance sociale suisse. Elle vise à compenser, du moins partiellement, la diminution ou la perte du revenu du travail due à l'âge et au décès.

RSA : Le revenu de solidarité active (RSA) est destiné à assurer un niveau minimum de revenu aux personnes ayant peu ou pas de ressources.

G 03 - Evolution du nombre d'émigrés du canton de Genève, par destination (début 1999 = 100)



MARCHÉ DU TRAVAIL

Emploi

En 2012, l'emploi recule en France*, tandis qu'il progresse en Suisse.

En 2012, après trois années d'embellie, la France métropolitaine enregistre un repli de l'emploi (- 0,2 % en un an). En Suisse, au cours de la même période, l'emploi croît de 2,1 % ; en 2013, la croissance de l'emploi ralentit (+ 1,0 %).

Les dernières données sur l'emploi salarié privé - hors agriculture - pour l'année 2013 font apparaître la poursuite de la baisse du nombre d'emplois en France. Les secteurs de l'industrie et de la construction enregistrent de nouvelles pertes, tandis que les effectifs du secteur tertiaire marchand progressent légèrement. L'emploi salarié privé résiste mieux en Rhône-Alpes que dans l'ensemble du pays. C'est notamment le cas pour les départements de l'Ain et de la Haute-Savoie qui, avec le Rhône, sont les seuls départements de la région à enregistrer une hausse de l'emploi en 2013.

* Données provisoires

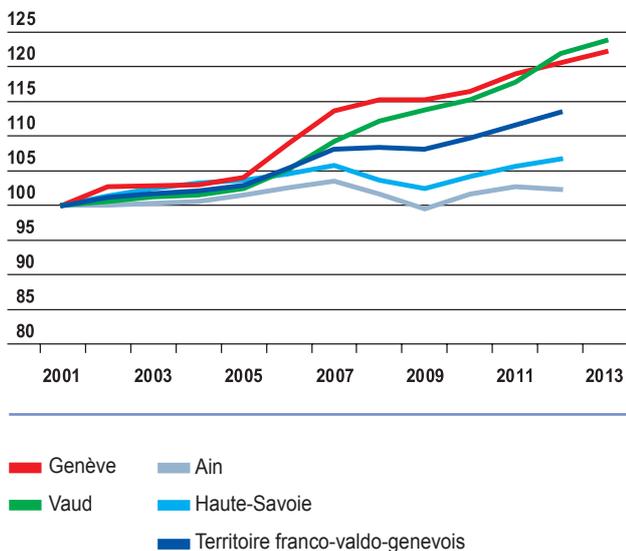
L'emploi marque le pas dans l'Ain, mais continue sa progression dans l'ensemble du Territoire franco-valdo-genevois.

En 2012, après deux années de croissance, le département de l'Ain enregistre une baisse du nombre d'emplois de 0,4 %. Dans le département de la Haute-Savoie, l'emploi progresse (+ 1,0 % en un an) et dépasse son niveau d'avant la crise économique de 2008. A Genève, l'emploi poursuit en 2012 sa progression, à un rythme toutefois moindre qu'au cours de la dynamique année 2011 (+ 1,3 % contre + 2,2 %) ; en 2013, le nombre d'emplois croît de 1,3 %. Dans le canton de Vaud, la croissance de l'emploi s'accélère en 2012, passant de 2,2 % en 2011 à 3,5 %, puis ralentit en 2013 (+ 1,5 %).

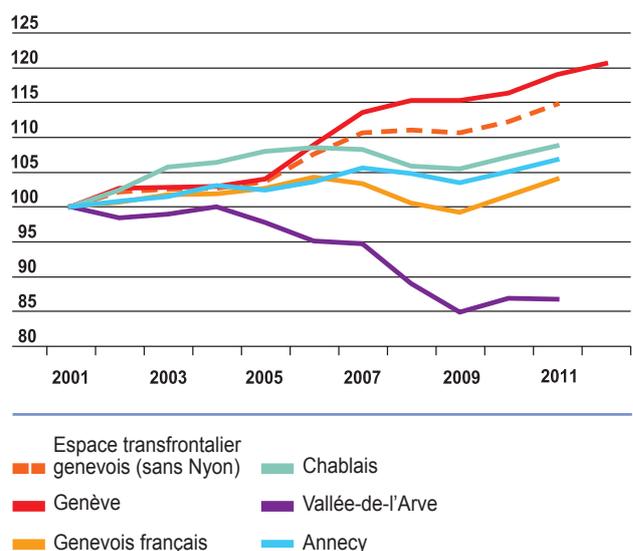
Le Territoire franco-valdo-genevois maintient ainsi en 2012 un taux de croissance proche de celui de 2011 (respectivement + 1,6 % et + 1,8 %), malgré le repli de l'emploi dans l'Ain.

G 04 - Evolution de l'emploi (fin 2001 = 100)

Territoire franco-valdo-genevois



Espace transfrontalier genevois



En 2011, la zone d'emploi du Genevois français retrouve son niveau d'emploi d'avant la crise économique.

En 2011, la zone d'emploi du Genevois français enregistre une forte progression de l'emploi pour la deuxième année consécutive (+ 2,3 % en 2011 et + 2,4 % en 2010). Le secteur tertiaire marchand, qui regroupe la majorité des effectifs, est le moteur des créations d'emploi de la zone. Il enregistre une progression de 4,2 %. A l'inverse, l'emploi dans le secteur de l'industrie est mal orienté et il est stable dans la construction.

Frontaliers et navetteurs

Le nombre de travailleurs transfrontaliers continue d'augmenter.

Au 1^{er} janvier 2011, selon les dernières données du recensement français de la population, 160 900 actifs occupés résidant en France métropolitaine travaillent en Suisse, toutes nationalités confondues et y compris les fonctionnaires internationaux. Parmi ceux-ci, 60 % résident dans la région Rhône-Alpes (42 % en Haute-Savoie), 23 % en Alsace et 17 % en Franche Comté.

La région Rhône-Alpes connaît une progression importante du nombre de travailleurs transfrontaliers : + 31 % entre 2006 et 2011, soit 22 400 actifs occupés supplémentaires. Dans le département

de la Haute-Savoie, l'augmentation est également de 31 %. Il s'agit du département qui compte le plus grand nombre d'actifs occupés travaillant en Suisse (67 700 en 2011).

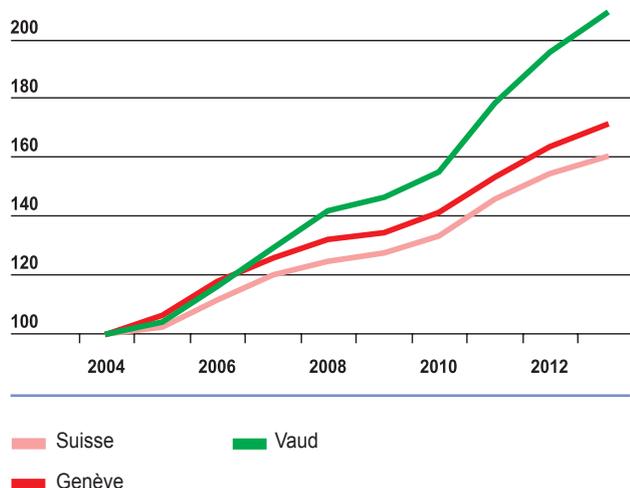
En 2011, 86 500 actifs transfrontaliers résidant en France travaillent dans le canton de Genève, un effectif en progression de 29,3 % depuis 2006. Les départements de la Haute-Savoie et de l'Ain en regroupent la majorité (respectivement 71 % et 25 % de l'ensemble des actifs résidant en France travaillant à Genève).

A la fin 2013, le nombre de frontaliers étrangers actifs, c'est-à-dire les personnes qui ont besoin d'un permis de travail pour exercer leur activité en Suisse, augmente de 4,5 % en un an à Genève et se fixe à 69 200 personnes. Leur croissance dans le canton de Vaud reste élevée en 2013 (+ 6,9 %) ; l'effectif en fin d'année est de 24 800 personnes.

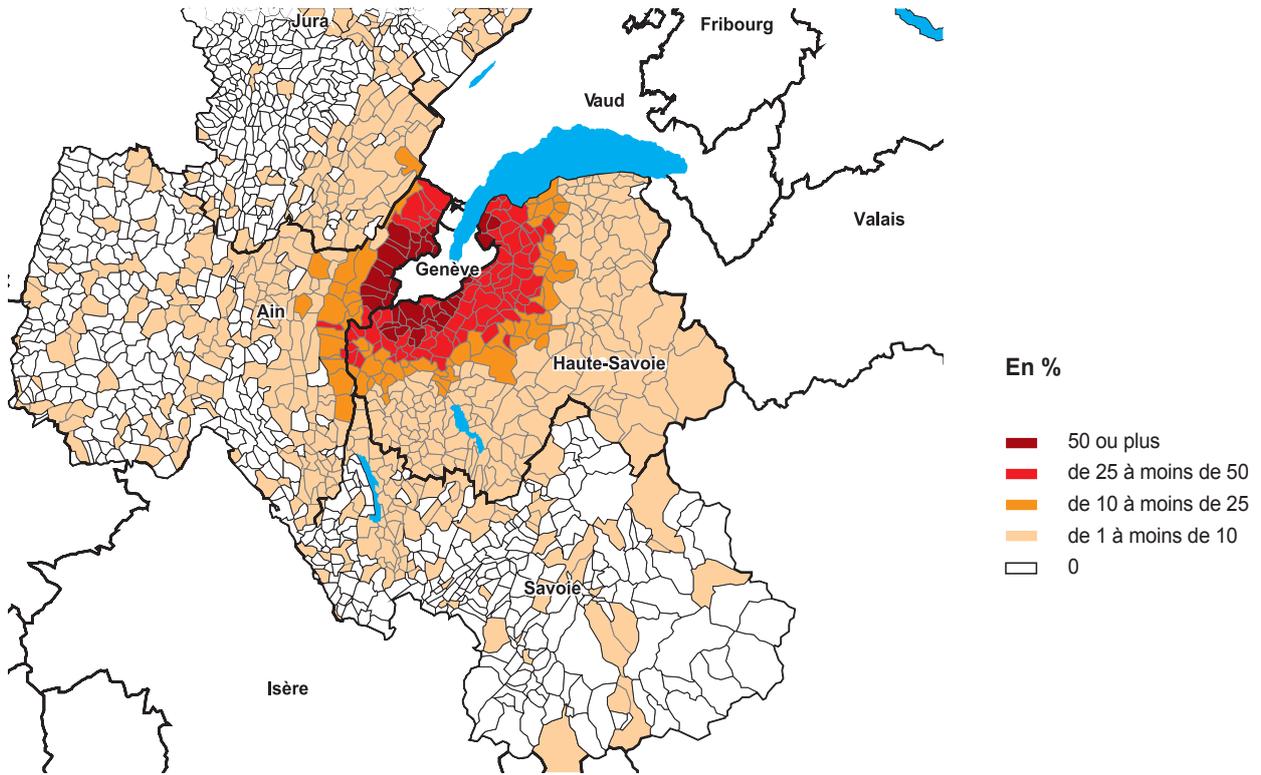
La moitié des navetteurs venant travailler à Genève depuis la Suisse viennent du district de Nyon.

En 2011, le nombre de navetteurs venant travailler à Genève depuis un autre canton suisse est de 27 300 (hors fonctionnaires internationaux), un chiffre stable par rapport à 2010. La majorité d'entre eux (24 400, soit 89 % des navetteurs) viennent du canton de Vaud et, principalement, du district de Nyon (13 700, soit 50 %).

G 05 - Evolution du nombre de frontaliers étrangers en activité en Suisse, par lieu de travail (fin 2004 = 100)



C 02 - Part d'actifs travaillant dans le canton de Genève parmi les actifs occupés des communes françaises, en 2011



Chômage

A l'échelon national, le chômage se stabilise en France et diminue en Suisse.

A l'échelon national, le taux de chômage au sens du BIT¹ s'élève à 9,7 % au dernier trimestre 2013 en France métropolitaine, un niveau identique à celui du dernier trimestre 2012. Entre le dernier trimestre 2012 et le dernier trimestre 2013, le chômage a légèrement diminué dans la région Rhône-Alpes (- 0,1 point) pour s'établir à 8,6 %.

En Suisse, le taux de chômage au sens du BIT se fixe à 4,1 % au dernier trimestre 2013, en recul de 0,3 point par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente.

Dans l'Espace transfrontalier, le chômage progresse côté suisse et se stabilise côté français.

Au dernier trimestre 2013, le taux de chômage du Genevois français s'établit à 7,2 % ; il est stable par rapport au même trimestre de 2012. Ce niveau reste faible en regard d'autres territoires métropolitains. Toutefois, il est nettement supérieur à celui observé avant la crise économique : au quatrième trimestre 2007, il était de 4,7 %. En 2013, après une année d'augmentation, le taux de chômage se stabilise, voire baisse légèrement, dans les zones d'emplois voisines également. Ce constat vaut pour l'ensemble des départements de l'Ain et de la Haute-Savoie.

Dans le canton de Vaud, le taux de chômage progresse, passant de 4,8 % au dernier trimestre 2012 à 5,1 % au même trimestre en 2013. La tendance est similaire dans le district de Nyon, où le taux passe de 4,1 % au quatrième trimestre 2012 à 4,3 % un an plus tard. Dans le canton de Genève, la tendance à la baisse enregistrée depuis 2009 s'interrompt. Le taux de chômage progresse légèrement, passant de 5,2 % à 5,5 %.

Le nombre de chômeurs frontaliers continue de progresser.

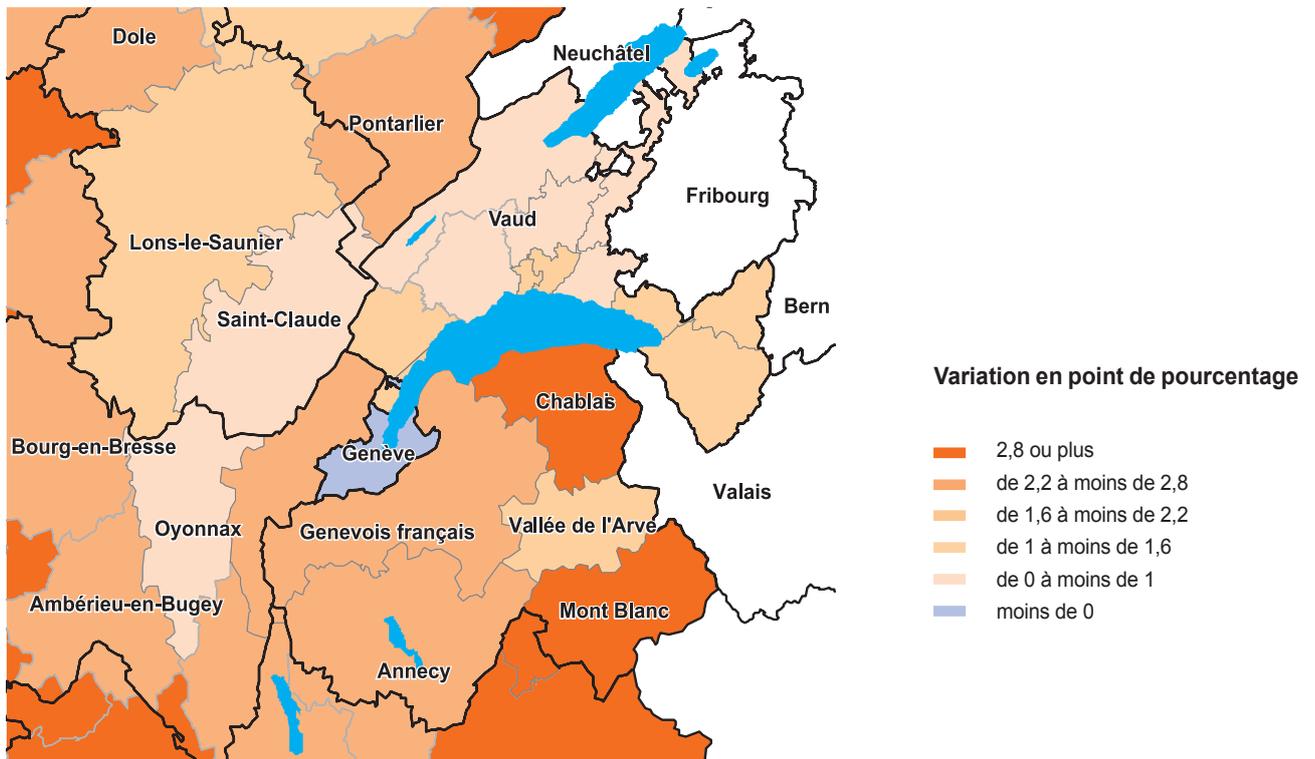
En 2013, le nombre de chômeurs indemnisés par Pôle emploi résidant dans les départements de l'Ain et de la Haute-Savoie et dont le dernier emploi occupé se trouvait en Suisse continue de progresser (+ 9,6 %), et atteint 7 900 personnes (22 % dans l'Ain et 78 % en Haute-Savoie). Il s'agit du niveau le plus élevé jamais enregistré.

L'augmentation du nombre de chômeurs frontaliers est toutefois moins soutenue en 2013 qu'en 2012 : + 12,9 % contre + 17,2 % pour le département de l'Ain, et + 8,8 % contre + 15,4 % en Haute-Savoie.

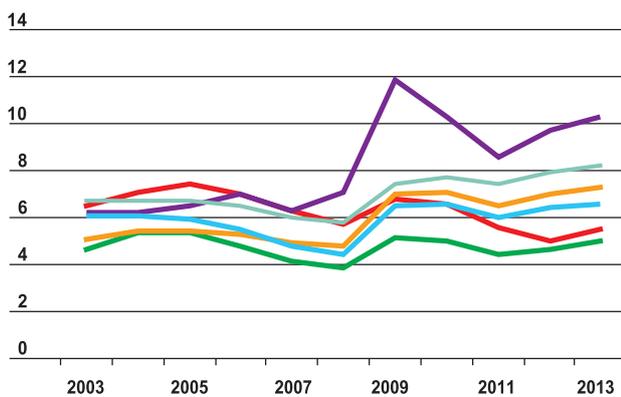
¹ Un chômeur au sens du Bureau international du travail (BIT) est une personne en âge de travailler (conventionnellement 15 ans ou plus) qui répond simultanément à trois conditions :

- 1) n'a pas travaillé, ne serait-ce qu'une heure, au cours de la semaine de référence,
- 2) est disponible pour travailler dans les deux semaines et
- 3) a entrepris des démarches actives de recherche d'emploi dans le mois précédent, ou a trouvé un emploi qui commence dans les 3 mois.

C 03 - Evolution du taux de chômage par zone d'emploi (France) ou par district (Suisse), entre 2008 et 2013, en point de pourcentage

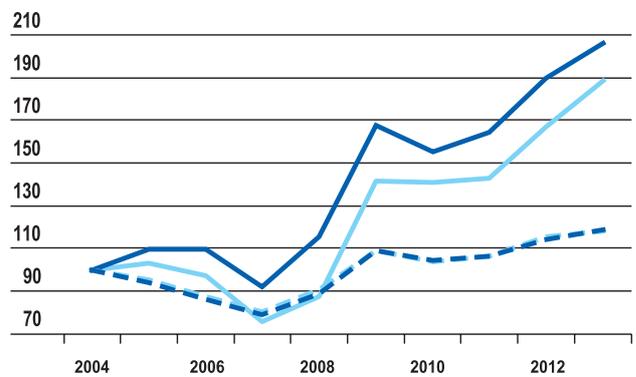


G 06 - Taux de chômage, moyenne annuelle, en %



- Genève
- Vallée-de-l'Arve
- Vaud
- Chablais
- Genevois français
- Annecy

G 07 - Evolution du nombre de chômeurs transfrontaliers indemnisés (4^e trimestre 2004 = 100)



- Chômeurs transfrontaliers Ain
- Chômeurs transfrontaliers Haute-Savoie
- Ensemble chômeurs Ain
- Ensemble chômeurs Haute-Savoie

Entreprises et établissements

Le secteur d'activité des services regroupe la majorité des emplois de l'Espace transfrontalier genevois.

A la fin de l'année 2011, on dénombre 79 400 postes salariés dans le Genevois français, répartis dans 27 100 établissements. La plus grande part des emplois se trouve dans le secteur d'activité des services (commerce, transports, services divers ; 45 %), dans le secteur regroupant l'administration publique, l'enseignement, la santé et l'action sociale (29 % des emplois) et dans l'industrie (17 %).

Dans le canton de Genève, les établissements sont au nombre de 36 600 et regroupent 326 700 emplois ; si les activités extra-territoriales¹ sont prises en compte, le nombre d'établissements s'élève alors à 36 900, et celui des emplois à 352 700. Plus de 57 % des emplois se trouvent dans des établissements actifs dans les services (commerce, transports, services divers). La part d'emplois dans le secteur regroupant l'administration publique, l'enseignement, la santé et l'action sociale est de 22 %, et dans les activités extra-territoriales de 7 %. Le secteur de l'industrie regroupe quant à lui 8 % des emplois.

¹ Consulats, missions permanentes et organisations internationales.

LOGEMENT

Côté français, le nombre de mises en chantier se maintient à un niveau élevé, tandis qu'il baisse à Genève.

En 2013, le nombre de mises en chantier de logements dans le Genevois français est de 4 200 unités, un niveau élevé, proche de celui de l'année 2012. Il reste toutefois inférieur à ceux enregistrés avant la crise économique.

Dans le canton de Genève, le nombre de logements mis en chantier en 2013 est en recul par rapport à celui de 2012 : 1 250 logements commencés, soit 700 de moins que l'année précédente. Ce total est de plus inférieur à la moyenne annuelle enregistrée entre 2004 et 2012 (1 500). A moyen terme, le mouvement de la construction devrait cependant être soutenu : les autorisations de construire délivrées en 2013 concernent 1 615 logements. En léger repli par rapport à 2012 (- 3 %), ces autorisations restent à un niveau historiquement haut.

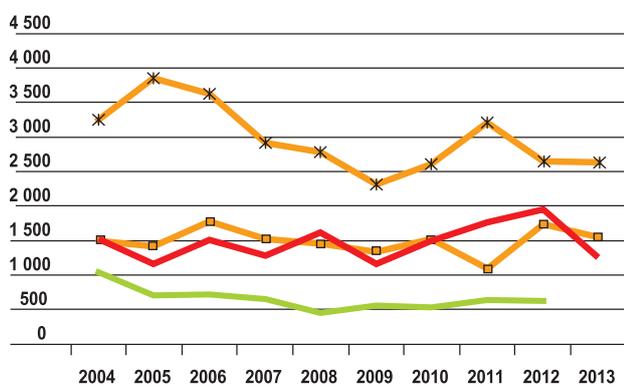
Dans le district de Nyon, la construction de 600 logements a commencé en 2012, un chiffre en léger recul par rapport à 2011.

Dans le Genevois français, les ventes de logements neufs baissent légèrement et les délais de vente s'allongent nettement.

En 2013, dans le Genevois français, le nombre de ventes de logements neufs est en baisse par rapport à l'année 2012. Elles restent néanmoins à un niveau particulièrement élevé. Ce recul est essentiellement dû à un net repli des ventes dans la partie Ain du Genevois. En Haute-Savoie, le nombre de ventes est similaire à celui des années précédentes.

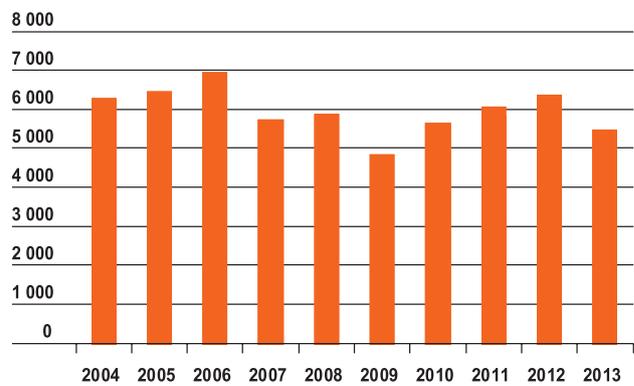
En revanche, le délai moyen d'écoulement des logements neufs collectifs (qui représentent 88 % de l'ensemble des ventes) s'allonge fortement dans l'ensemble de la zone. En 2013, il faut 13,2 mois pour vendre un logement collectif dans le Genevois, partie département de l'Ain, alors que le délai était de 6,6 mois en 2012. Dans le Genevois de Haute-Savoie, le délai s'allonge un peu moins, passant de 8,1 mois en 2012 à 11,3 mois en 2013.

G 08 - Logements commencés



■ Genevois français partie 01 ■ Genève
✱ Genevois français partie 74 ■ District de Nyon

G 09 - Logements commencés dans l'Espace transfrontalier genevois (sans le district de Nyon)



Pour autant, l'allongement du délai de vente n'a pas encore d'effet sur le prix de vente des logements collectifs. Dans la partie du Genevois français se situant dans l'Ain, après plusieurs années de forte augmentation, le prix de vente moyen au m² progresse très légèrement en 2013 (+ 0,5 %, contre + 6,7 % l'année précédente). Dans la partie haut-savoiarde, la progression se poursuit, avec une augmentation de 4,6 % qui fait suite à une hausse de 3,8 % en 2012. A l'inverse, le prix de vente des logements individuels amorce une baisse aussi bien dans la partie de l'Ain (- 4,3 %) que dans celle de la Haute-Savoie (- 1,6 %).

En 2013 les prix de vente moyens dans la partie Ain du Genevois sont de 4 200 euros au m² (5 166 francs suisses¹) pour un logement individuel et de 4 600 euros pour un logement collectif (5 658 francs suisses). Ces niveaux de prix sont nettement plus importants que ceux pratiqués dans la partie haut-savoiarde, respectivement 3 700 euros (4 551 francs suisses) et 4 000 euros par m² (4 920 francs suisses).

A Genève, le nombre des transactions immobilières baisse en 2012, mais leur valeur totale reste stable.

En 2012, 1 945 transactions immobilières ont été enregistrées dans le canton de Genève, représentant un montant global de 4,529 milliards de francs (3,759 milliards d'euros²). La valeur totale des transactions est similaire à celle de 2011, mais leur nombre est en repli (- 4,5 % en un an), atteignant son niveau le plus bas depuis 1997.

Le prix médian au m² des appartements est de 7 664 francs (6 361 euros), en repli de 7 % par rapport à 2011. Le prix médian des maisons individuelles se fixe à 1,800 million de francs (1,494 million d'euros), un montant similaire à celui de 2011. Le prix d'une maison est plus bas lorsqu'elle est neuve (1,690 million de francs, soit 1,403 million d'euros) que lorsqu'elle est ancienne (1,807 million de francs, soit 1,500 million d'euros), notamment en raison de la différence de surface moyenne de la parcelle sur laquelle la maison est sise : 520 m² pour les maisons neuves, contre 1 174 m² pour les maisons anciennes.

Le parc de logements sociaux s'étoffe dans le Genevois français, mais se réduit à Genève.

Au 1^{er} janvier 2013, le parc de logements sociaux du Genevois français progresse légèrement : + 1,9 %. Il compte 21 000 unités. La demande reste importante, avec un taux de vacance toujours particulièrement faible.

Dans le canton de Genève, la taille du parc de logements subventionnés³ continue de baisser. En effet, le nombre de logements subventionnés construits ces dernières années ne compense pas le nombre de ceux qui sortent du système de subventionnement. Fin 2013, le canton compte 18 500 logements subventionnés, contre 19 100 en 2012.

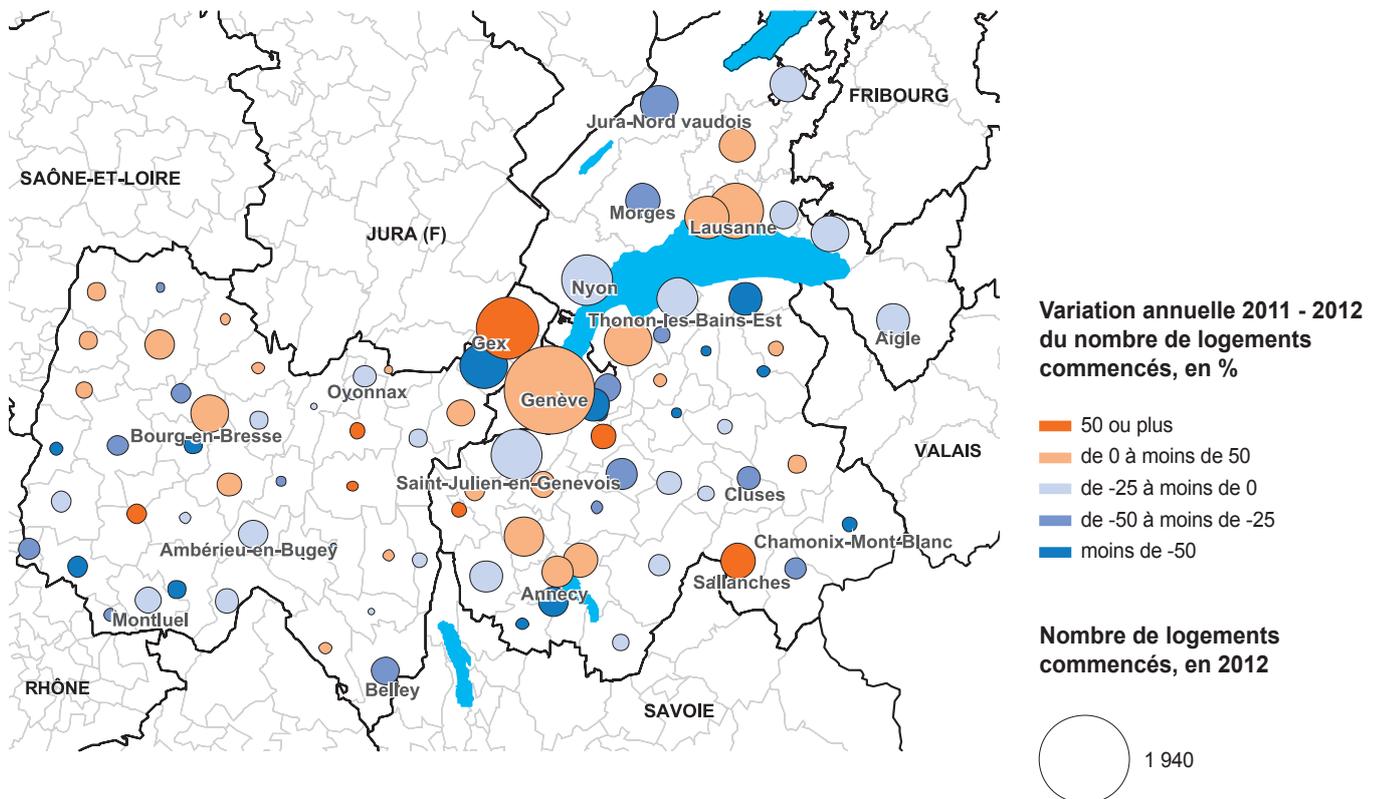
En 2013, 480 logements subventionnés ont été construits, soit 11,5 % de moins par rapport à 2012.

¹ Taux de change moyen en 2013 : 1 euro = 1,23 franc suisse

² Taux de change moyen en 2012 : 1 franc suisse = 0,83 euro

³ Selon la loi sur le logement et la protection des locataires (LGL)

C 04 - Construction de logements par canton (France) et canton ou district (Suisse)



Chiffres clés

	Territoire franco-valdo-genevois					Espace transfrontalier genevois		
	Total	Ain	Haute-Savoie	Genève	Vaud	Total (1)	ZE Genevois français	District de Nyon
Population (début d'année)								
2006	2 354 400	566 100	696 500	441 000	650 800	859 200	340 300	78 000
2011	2 522 900	603 800	747 000	463 900	708 200	930 200	378 800	87 400
Evolution annuelle moyenne 2006-2011	1,4%	1,3%	1,4%	1,0%	1,7%	1,6%	2,2%	2,3%
Emploi (fin d'année)								
2008	1 097 600	210 300	291 300	273 500	322 500	n.d.	95 400	n.d.
2009	1 094 500	205 800	287 900	273 500	327 300	n.d.	94 200	n.d.
2010	1 110 800	210 300	292 800	276 300	331 400	n.d.	96 500	n.d.
2011	1 130 800	212 100	297 600	282 400	338 800	n.d.	98 700	n.d.
2012	1 148 700	211 200	300 600	286 200	350 700	n.d.	n.d.	n.d.
Evolution 2010-2011	1,8%	0,9%	1,6%	2,2%	2,2%	n.d.	2,3%	n.d.
Evolution 2011-2012	1,6%	- 0,4%	1,0%	1,3%	3,5%	n.d.	n.d.	n.d.
Taux de chômage (4^e trimestre)								
2010	n.d.	6,4%	6,9%	6,4%	4,8%	n.d.	6,8%	4,0%
2011	n.d.	6,5%	6,7%	5,3%	4,4%	n.d.	6,7%	3,5%
2012	n.d.	7,1%	7,3%	5,2%	4,8%	n.d.	7,3%	4,1%
2013	n.d.	6,9%	7,1%	5,5%	5,1%	n.d.	7,2%	4,3%
Nombre de logements commencés								
2010	17 250	4 850	7 200	1 500	4 000	6 150	4 150	550
2011	16 850	4 200	6 650	1 750	4 250	6 700	4 250	650
2012	16 200	4 600	5 750	1 950	3 850	6 950	4 400	600

(1) L'Espace transfrontalier genevois est constitué du canton de Genève, du district de Nyon et de la zone d'emploi (ZE) du Genevois français.

Source : Observatoire statistique transfrontalier

Liste et sources des graphiques et des cartes

- G 01 – Evolution de la population dans l’Espace transfrontalier genevois et le Grand Genève, depuis 1962
Source : INSEE – Recensement de la population (F), OCSTAT – Statistique cantonale de la population (GE), Statistique-Vaud (VD)
- G 02 – Evolution de la population
Sources : INSEE – Recensement de la population (F), OCSTAT – Statistique cantonale de la population (GE), Statistique-Vaud (VD)
- G 03 – Evolution du nombre d’émigrés du canton de Genève par destination (début 1999 = 100)
Source : OCSTAT – Statistique cantonale de la population
- G 04 – Evolution de l’emploi
Sources: INSEE – estimations d’emploi (F), OFS – Statistique de l’emploi (CH)
- G 05 – Evolution du nombre de frontaliers étrangers en activité en Suisse par lieu de travail (fin 2004 = 100)
Source : OFS – Statistique des frontaliers
- G 06 – Taux de chômage, moyenne annuelle, en %
Sources : INSEE (F), SECO (CH)
- G 07 – Evolution du nombre de chômeurs transfrontaliers indemnisés
Source : Pôle Emploi
- G 08 – Logements commencés
Sources : DREAL Rhône-Alpes (F), OCSTAT – Statistique du parc immobilier (GE), OFS – Statistique des bâtiments et logements (VD)
- G 09 – Logements commencés dans l’Espace transfrontalier genevois
Sources : DREAL Rhône-Alpes (F), OCSTAT – Statistique du parc immobilier (GE), OFS – Statistique des bâtiments et logements (VD)
- C 01 – Variation annuelle moyenne de la densité de la population entre 2006 et 2011
Sources : INSEE - Recensement de la population (F), OFS - Statistique de la population (CH)
- C 02 – Part d’actifs travaillant dans le canton de Genève parmi les actifs occupés des communes françaises
Source : INSEE – Recensement de la population
- C 03 – Evolution du taux de chômage par zone d’emploi (F) ou par district (CH), entre 2008 et 2013
Sources : INSEE (F), SECO (CH)
- C 04 – Construction de logements par canton (F) ou par district (CH)
Sources : DREAL Rhône-Alpes (F), OCSTAT – Statistique du parc immobilier (GE), OFS – Statistique des bâtiments et logements (VD)

Publications de l'Observatoire statistique transfrontalier

Fiches thématiques

Conditions d'habitation dans l'Espace transfrontalier genevois
(Fiche 2-2014), OST, 2014

Parc de logements et bâtiments dans l'Espace transfrontalier genevois
(Fiche 1-2014), OST, 2014

Les ménages actifs de la zone d'emploi du Genevois français face au travail frontalier
(Fiche 4-2013), OST, 2013

Profil des actifs transfrontaliers de la zone d'emploi du Genevois français
(Fiche 3-2013), OST, 2013

La Genève transfrontalière en comparaison européenne: résultats de l'Audit urbain
2007-2009 (Fiche 2-2013), OST, 2013

Précarité dans l'Espace transfrontalier genevois
(Fiche 1-2013), OST, 2013

Projections démographiques 2011-2040 pour l'Espace transfrontalier genevois
(Fiche 1-2012), OST, 2012

L'emploi dans les fonctions métropolitaines en Rhône-Alpes et en Suisse en 2008
(Fiche 12 2*), OST, 2011

L'espace urbain franco-valdo-genevois en comparaison européenne (Fiche 01**), OST,
2010

Migrations résidentielles de la Suisse vers Rhône-Alpes (Fiche 01*), OST, 2010

Dix ans de développement économique (Fiche 12*), OST, 2010

Liste complète sur www.statregio-francosuisse.net

Synthèses annuelles

2002 à 2014

Cette Synthèse 2014 a été réalisée avec la collaboration des institutions ou services suivants :

Office fédéral de la statistique (OFS)

Statistique Vaud (STATVD)

Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Rhône-Alpes (DREAL)

Directions Départementales des Territoires de l'Ain et de la Haute-Savoie (DDT)

Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence et de la Consommation, du Travail et de l'Emploi de Rhône-Alpes (DIRECCTE)

Unités territoriales de la DIRECCTE des départements de l'Ain et de la Haute-Savoie

Direction des Statistiques, Enquêtes et Prévisions de Pôle Emploi

Caisses des allocations familiales (Cnaf et Caf).



Créé à l'initiative du Comité régional franco-genevois, l'Observatoire statistique transfrontalier, qui couvre les départements français de l'Ain et de la Haute-Savoie, et les cantons suisses de Genève et de Vaud, est mis en œuvre par les institutions statistiques territorialement concernées : l'Office cantonal de la statistique du canton de Genève (OCSTAT) et l'INSEE Rhône-Alpes. Statistique Vaud (STATVD) met à disposition ses données.

Institué en 2001 dans la perspective de l'entrée en vigueur des accords bilatéraux I afin d'en mesurer les effets, ceux-ci ne pouvant que grandir avec les étapes successives d'application, l'Observatoire répond aussi aux besoins d'information nécessaires à la description, à la compréhension et au pilotage d'une région frontalière en développement, dont l'Observatoire s'attache à fournir une vision homogène et circonstanciée, sans rupture aux frontières. L'observation se fait à deux échelles : d'une part, le Territoire franco-valdo-genevois (les quatre entités institutionnelles) et, d'autre part, l'Espace transfrontalier genevois, composé du canton de Genève, de la zone d'emploi du Genevois français et du district de Nyon, qui peut donc être situé dans son cadre de référence institutionnel.

Pour ce faire, l'Observatoire statistique transfrontalier utilise les données de la statistique publique, les associe et les valorise dans le respect des règles de la profession et, le cas échéant, met en œuvre des techniques statistiques complexes pour élaborer des informations très spécialisées.

Pour toute information

Site web de l'OST: www.statregio-francosuisse.net

**Institut national de la statistique et
des études économiques**
Direction régionale Rhône-Alpes
69401 Lyon Cedex 03
Téléphone : +33 09 72 72 4000
Messagerie : insee-contact@insee.fr
Internet : www.insee.fr/rhone-alpes

Office cantonal de la statistique (OCSTAT)
82, route des Acacias
Case postale 1735 - 1211 Genève 26
Téléphone : +41 22 388 75 00
Télécopie : +41 22 388 75 10
Messagerie : statistique@etat.ge.ch
Internet : www.ge.ch/statistique

